

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARGNES ENERGIES

Chez 3D ENERGIES
336 avenue de Paris
79000 Niort

Références : 81-CRARC-2025-139

Code AIOT : 0006809578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement MARGNES ENERGIES implanté Lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 Fontrieu. L'inspection a été annoncée le 12/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARGNES ENERGIES
- Lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 Fontrieu
- Code AIOT : 0006809578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien actuellement exploité par la société MARGNES ENERGIE a initialement fait l'objet d'un permis de construire en date du 7 mars 2005 délivré à la société VALECO EOLE. Il concernait 6 éoliennes de type E70 E4, ayant une hauteur de mat de 60m et une puissance unitaire de 2,52 MW. Le parc a été par la suite scindé en deux parcs exploités par les sociétés MARGNES ENERGIE (parc de Puech Cornet: 5 éoliennes) et SINGLADOU ENERGIE (parc de Singladou: 1 éolienne). En 2021, les deux parcs ont été fusionnés par absorption de la société SINGLADOU ENERGIE par la société MARGNES ENERGIES. L'exploitation de ce nouveau parc est menée par la société 3D ENERGIES, implantée à Niort.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Manuel et Registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	12 mois
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
2	Formations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Tests de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
4	Brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
6	Systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
9	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Intérieur installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la gestion et la supervision directe de son installation afin de mieux prendre en compte à son niveau les risques associés, notamment la gestion des déchets et la gestion des défauts de pales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, N° OREOL et affichages
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : les informations relatives au parc ont bien été renseignées dans OREOL. Les numéros des éoliennes affichés sur les mâts correspondent bien aux numéros renseignés dans OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Formations, attestations et exercices
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'attestation des formations sur les risques suivies par les agents de VALECO et les agents d'ENERCON ont été transmises à l'inspection. Les membres de 3D Energies n'interviennent pas sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tests de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Tests de mise à l'arrêt
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les contrôles des capteurs de survitesse sont réalisés durant la Wind Based maintenance, qui a lieu tous les ans. Le rapport de wind based maintenance du 6 janvier 2025 concernant l'éolienne E2 a été vérifié : celui-ci ne mentionne pas de défaut lors des tests de ces capteurs. Il a été vérifié que cette maintenance était bien enregistrée dans le registre de suivi ENRCON : SIP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des brides
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les brides de fixation ont été contrôlées lors de la <i>4 years maintenance</i> le 14 juin 2024. Elles sont aussi contrôlées (sous le terme "raccord vissé") tous les ans lors la <i>Master Maintenance</i> .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôles visuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles visuel des pales
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être

endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Le contrôle visuel des pales est réalisé deux fois par an :

- durant la *Grease Maintenance*. Pour l'éolienne 1, le dernier contrôle date du 27 novembre 2024.
- via un contrôle par drone réalisé par la société VALEMO. Le dernier contrôle date du 16 juillet 2024. Les contrôles de l'année 2025, sont en cours de réalisation du 07 au 11 juillet 2025 (durant la semaine de la visite d'inspection).

Lors de contrôle visuel, un défaut sérieux (catégorie 4 sur un échelle de 5) a été repéré en juillet 2024 sur la pale B de l'éolienne 2. L'exploitant indique que les rapports de VALEMO sont ensuite transmis à ENERCON pour requalifier la criticité des défauts. En l'occurrence pour l'éolienne E2, un ordre de service a été émis par ENERCON puis réalisé le 18 juin 2025 par un sous-traitant d'ENERCON. Cette opération est renseigné dans le registre sous l'intitulé : "réparation de la surface des pales".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous 1 mois les rapports de contrôle des pales de VALEMO de juillet 2025.

L'exploitant devra augmenter la gestion et la rapidité de réaction face aux défauts sérieux des pales remontés par VALEMO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes instrumentés de sécurité (SIS)

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

La liste des SIS a été fournie durant l'inspection et est à jour avec la description de tous les détecteurs et les SIS.

Les maintenances sont réalisées soit en Wind Based Maintenance (capteur de survitesse) soit lors de la Master Maintenance (tous les autres), tous les ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Manuel et Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Manuel d'entretien et registre des opérations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les manuels d'entretien des éoliennes ENERCON ont été bien reçus et détaillent précisément les opérations de maintenance.</p> <p>L'exploitant utilise l'application SIP fournie par ENERCON pour disposer du calendrier des différentes maintenances principales.</p> <p>L'exploitant utilise par ailleurs un GMAO interne (celui de VALECO qui sous-traite ces aspects) : MASTEM pour tracer la présence des intervenants et les autres interventions de sous-traitants.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant 3D Energies ne dispose pas de système de traçabilité en interne et délègue entièrement la gestion des risques à ces 2 sous-traitants principaux : ENERCON et VALECO. L'exploitant ne réalise finalement qu'une supervision limitée des risques et fait entièrement confiance à ses sous-traitants pour la résolution des défauts/anomalies/risques. Notamment, au niveau de l'exploitant, des tickets internes de résolution ne sont créés que lorsqu'il y a une perte de production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un système de suivi interne de supervision de ses sous-traitants qui permettent d'avoir une supervision des risques adaptée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir</p>

les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

Une EolBox a été mise en place début 2023. La gestion des déchets est bien réalisée via TrackDéchets.

Un seul enlèvement de déchets (500 kg) a été réalisé depuis la mise en place de l'EolBox. Le 2 juillet 2025, un BSDD a été émis au nom de l'exploitant, société transporteuse : ORTEC (basé à Rognac et régulièrement autorisée à prendre en charge les déchets).

Le BSDD émis le 2 juillet 2025 n'avait toujours pas été complété à la date du 25 juillet 2025 et les déchets n'avaient donc pas été reçus par l'installation de gestion des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé de transmettre sous 1 mois le BSDD complété à réception des déchets par ORTEC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Accès éoliennes

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Il a été constaté sur site que les éoliennes 4 et 6 et le PDL 1 étaient correctement fermés à clé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Intérieur installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et stockage

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

Il a été constaté que les éoliennes 4 et 6 et le PDL 1 étaient propres et ne contenaient pas de matériaux inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite